



Résultats économiques des exploitations en 2015

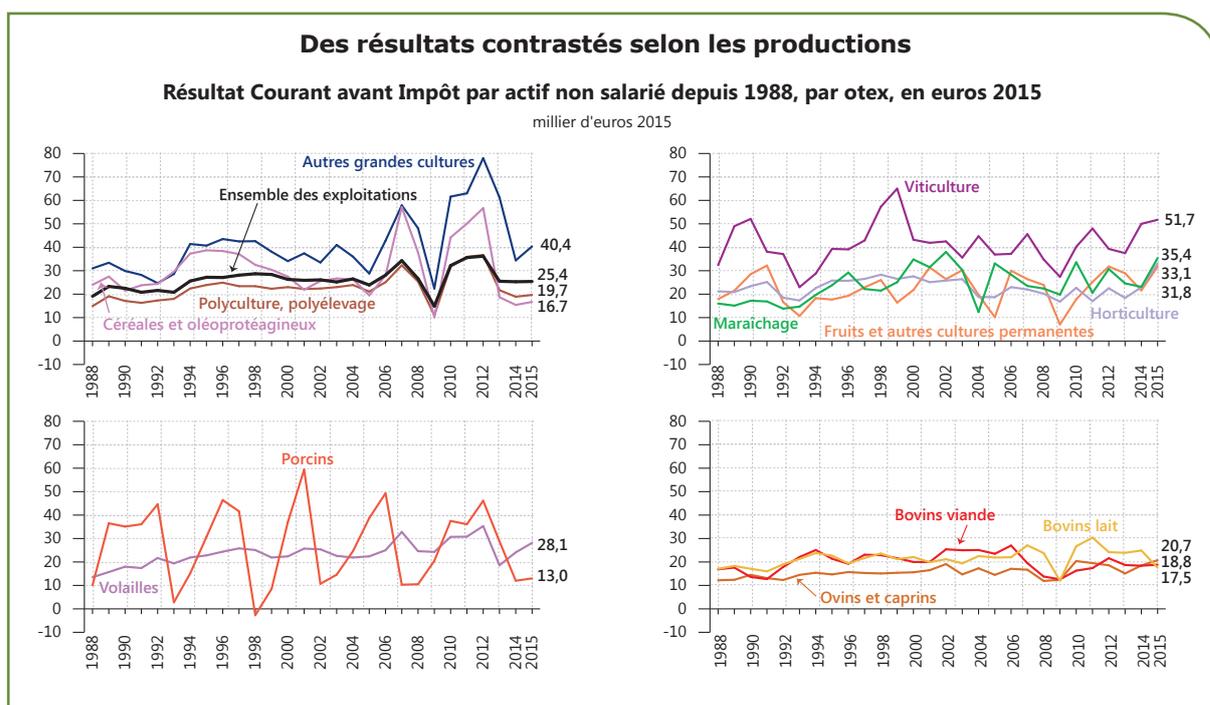
Des résultats globalement stables mais différenciés selon les productions

En 2015, le résultat courant par actif non salarié, des exploitations moyennes et grandes est de 25400 € en moyenne, en hausse de 1 % par rapport à 2014. Cette stabilité globale masque toutefois des évolutions contrastées selon les orientations, la baisse des résultats étant notamment marquée pour les exploitations spécialisées en bovins lait. La dispersion des résultats reste stable en 2015, un quart des exploitations dégagant moins de 7000 € par actif non salarié, et un quart plus de 35500 €. Les investissements sont en baisse (- 6 %) mais restent à un niveau globalement élevé. La dette moyenne des exploitations progresse légèrement (+ 2 %).

En 2015, les résultats économiques des exploitations agricoles sont globalement stables, toutes orientations productives confondues, pour la deuxième année consécutive.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'établit à 73700 € en moyenne dans les exploitations moyennes et grandes (+ 1 % par rapport à 2014) tandis que le résultat courant avant im-

pôts (RCAI) par actif non salarié (Utans) s'élève à 25400 € en moyenne (+ 1 %). Les situations sont toutefois contrastées selon les orientations.



Source: SSP - Agreste - Rica - Résultats 2015 provisoires

» Des résultats faibles en céréales et oléoprotéagineux bien qu'en hausse par rapport à 2014

En 2015, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « céréales et oléoprotéagineux » s'établit à 55000 euros en moyenne, en légère progression par rapport à 2014 (+ 3 %). Cette évolution s'inscrit dans un contexte de hausse des rendements en blé et en orges, d'accroissement du prix de certaines cultures (blé dur, colza, maïs) et de baisse des charges d'approvisionnement (- 3 %) sous l'effet du repli des prix des engrais et des carburants. À 16700 euros en moyenne (+ 8 % par rapport à 2014), le RCAI par actif non salarié reste toutefois à un niveau faible, près de deux fois inférieur à la moyenne de 2005-2014.

Les exploitations en autres grandes cultures valorisent principalement la betterave sucrière, la pomme de terre et les légumes de plein champ même si elles produisent généralement aussi des céréales. En 2015, la hausse du prix de la pomme de terre (+ 20 %) et la réduction des charges d'approvisionnement (- 6 %) contribuent à la hausse de l'EBE (105000 euros en moyenne, en hausse de 12 % par rapport à 2014). Favorisé par une baisse de - 2,5 % des dotations aux amortissements, le RCAI par actif non salarié s'accroît de + 18 % par rapport à 2014 pour s'établir à 40400 euros en moyenne, permettant de retrouver le niveau des résultats de la période 1995-2004 (+ 4 %) après plusieurs années de fortes fluctuations.

Amélioration des résultats pour les autres productions végétales

En maraîchage, la valeur de la production s'accroît dans un contexte de hausse des prix de la plupart des légumes et le RCAI par actif non salarié se redresse à 35400 euros en moyenne, en hausse de 45 % par rapport à 2014. Les exploitations viticoles ont, en moyenne, bénéficié en

2015 de l'évolution favorable du prix des vins. Leur EBE s'établit à 96300 euros (+ 4 % par rapport à 2014) et leur RCAI par actif non salarié à 51700 euros en moyenne (+ 4 %). S'agissant des exploitations fruitières, la hausse des prix des fruits les plus vendus (pommes, poires, abricots et pêches) favorise une forte progression du RCAI par Utans (+ 51 %) qui s'établit à 31800 € en moyenne.

Des résultats encore faibles pour les éleveurs de porcins et en hausse pour les éleveurs de volailles

En 2015, les producteurs de porcins sont confrontés à une conjoncture défavorable avec une baisse du chiffre d'affaires consécutive au repli du prix du porc à l'engrais (- 4 %). La baisse des charges permet néanmoins à l'EBE de se redresser légèrement (+ 4 %, à 78600 euros). Dans cette orientation aux évolutions très cycliques des résultats, le RCAI par actif non salarié reste faible en niveau en 2015, 13000 euros, soit - 55 % par rapport au résultat moyen des 10 dernières années (28600 euros). Pour les éleveurs de volailles, la hausse de la valeur de la produc-

tion augmente (+ 10 %) et permet au RCAI par Utans (28100 € en moyenne) de s'accroître de 19 % par rapport à 2014.

Des résultats en baisse pour les éleveurs de bovins lait et quasi stables en bovins viande

En 2015, la hausse de la collecte de lait, la baisse des charges en alimentation animale et la hausse des subventions n'ont pas permis de compenser la forte diminution du prix du lait payé aux éleveurs (- 12 %). Le RCAI par actif non salarié des éleveurs de bovins lait s'établit à 17500 euros, en baisse de 28 % par rapport à 2014. Pour les éleveurs de bovins viande, les résultats sont globalement stables par rapport à 2014, avec un EBE de 49600 euros et un RCAI par actif non salarié de 18800 euros en moyenne (+ 3 % par rapport à 2014). Pour les éleveurs d'ovins ou de caprins, la bonne valorisation des produits et la hausse des subventions d'exploitation permettent au RCAI par actif non salarié de s'établir à 20700 euros, soit + 14 % par rapport à 2014 et + 26 % par rapport à la moyenne de ces dix dernières années.



Indicateurs de synthèse en 2015

Orientation	Effectif	SAU ha	EBE €	RCAI €	RCAI/utans €
Céréales et oléoprotéagineux	53540	125	55000	20400	16700
Autres grandes cultures	18009	120	105000	56500	40400
Maraîchage	4236	11	77100	48100	35400
Horticulture	6017	8	68500	46400	33100
Viticulture	44268	25	96300	67200	51700
Fruits et autres cultures permanentes	7011	32	77800	46400	31800
Bovins lait	45205	94	72100	29100	17500
Bovins viande	32738	108	49600	24500	18800
Bovins mixte	8327	134	86800	36100	19400
Ovins et caprins	13493	101	56500	30500	20700
Porcins	5653	65	78500	18600	13000
Volailles	12020	45	89900	39400	28100
Granivores mixtes	5259	101	97900	44500	21300
Polyculture, polyélevage	34588	126	77600	31300	19700
Ensemble	296800	90	73700	36600	25400
Champ: France métropolitaine. Données 2015 provisoire					

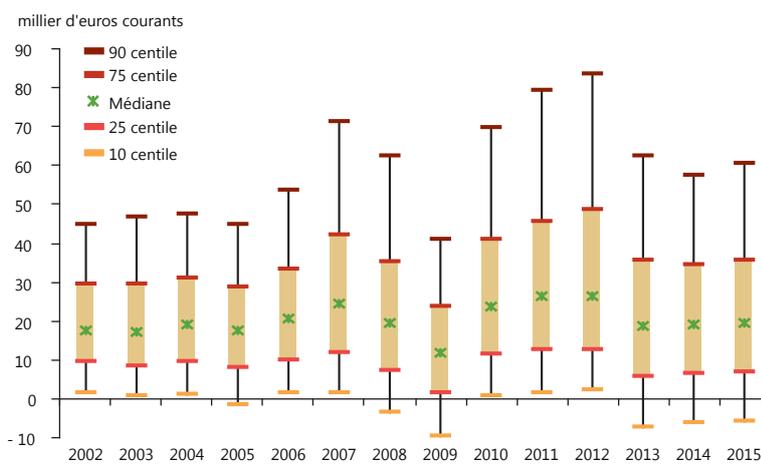
Source: SSP - Agreste - Rica - Résultats 2015 provisoires

►► **La dispersion des résultats reste stable en 2015, toutes orientations confondues**

En 2015, la moitié des exploitations ont un RCAI par Utans inférieur à 19400 €. Un quart ont un RCAI par Utans supérieur à 35500 € tandis qu'un quart ont un RCAI par Utans inférieur à 7000 €, soit un rapport de 1 à 5 comme en 2014.

Les disparités de résultats, toutes orientations confondues, ne reflètent pas simplement les disparités de situations entre orientations, liées au contexte conjoncturel propre à chacune des productions. La dispersion est également forte au sein même des orientations, en particulier pour la viticulture et les grandes cultures hors céréales, oléagineux et protéagineux. En viticulture, la dispersion des ré-

Évolution de la dispersion du RCAI_utans en € courants



Source: SSP - Agreste - Rica - Résultats 2015 provisoires

sultats se contracte légèrement en 2015 avec un rapport de 1 à 4 (contre 1 à 5 l'année précédente) entre le quart d'exploitations avec le RCAI par Utans le

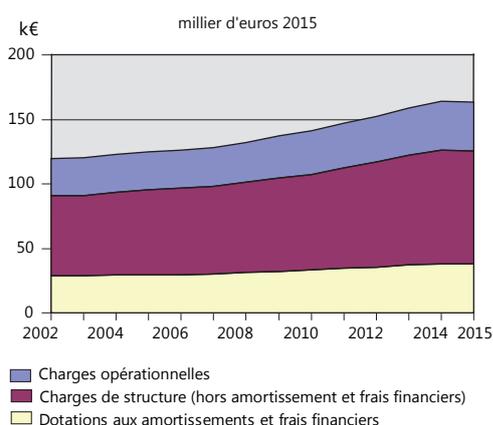
plus bas (moins de 15600 €) et le quart avec le RCAI par Utans le plus élevé (plus de 69500 €). Pour les exploitations ayant des niveaux de résultats plus faibles ►►

En 2015, la baisse des charges opérationnelles permet une légère diminution des charges courantes

En 2015, les charges courantes s'établissent à 203 000 € en moyenne par exploitation (-1 % par rapport à 2014). Ces charges sont constituées pour 38 % de charges opérationnelles (intrants pour les cultures, alimentation achetée et dépenses vétérinaires pour l'élevage...), pour 43 % de charges de structure (dépenses d'équipement, bâtiments,

travaux effectués par des tiers, foncier, main-d'œuvre externe, frais généraux) et pour 19 % de dotations aux amortissements. Les charges courantes ont augmenté de près de 22 % depuis 2008, à un rythme plus rapide que ne l'a été l'agrandissement moyen des exploitations (+11 % en hectares de SAU).

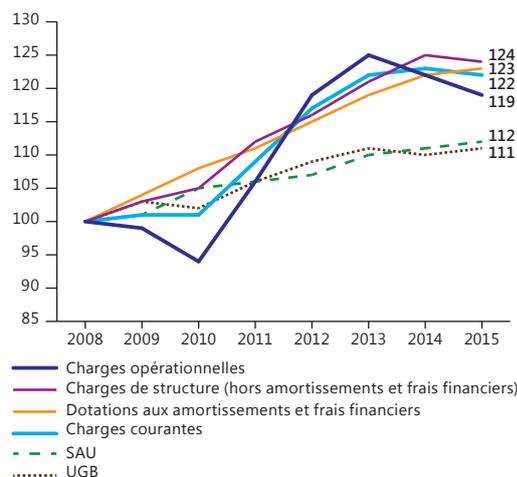
Évolution des charges courantes moyennes par exploitation



Source: SSP - Agreste - Rica - Résultats 2015 provisoires

Les dotations aux amortissements augmentent continuellement depuis 2008 (+23 % depuis 2008). Davantage liées à la conjoncture que les charges de structure, les charges opérationnelles diminuent pour la deuxième année consécutive. Pour les exploitations spécialisées en COP, ces charges, constituées pour 40 % d'engrais et amendements, se sont réduites de 5 % depuis 2013 après avoir

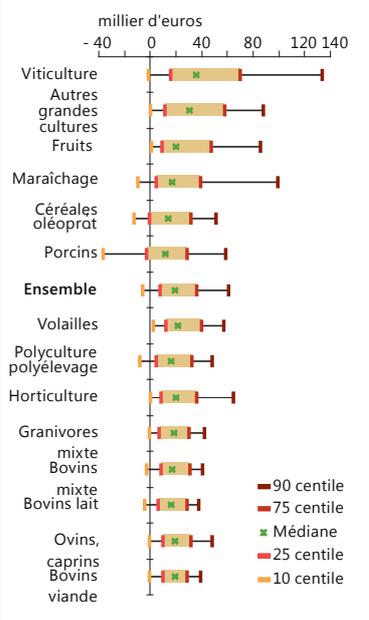
Évolution des charges courantes en valeur 2015



Source: SSP - Agreste - Rica - Résultats 2015 provisoires

augmenté de l'ordre de 8 à 12 % par an entre 2010-2013. Pour les éleveurs bovins lait, la baisse des charges opérationnelles est essentiellement liée à celle des charges en alimentation animale. Entre 2010 et 2013, celles-ci ont augmenté fortement (de l'ordre de 8 à 15 % par an) avant de se réduire plus modérément entre 2013 et 2015 (-4 %), en lien avec l'évolution des cours des céréales.

Dispersion du RCAI/Utans



Source: SSP – Agreste – Rica - Résultats 2015 provisoires

Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en 2015, par orientation productive (€)

Orientation technique	2014 Subvention totale moyenne par bénéficiaire	2015			
		Subvention totale moyenne par bénéficiaire	Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions %	Proportion d'exploitations ayant un RCAI avant subventions négatif %	Proportion d'exploitations ayant un RCAI négatif %
Céréales et oléoprotéagineux	36457	33207	19	69	26
Autres grandes cultures	42917	36465	13	39	10
Maraîchage	8950	7430	4	25	15
Horticulture	3647	3252	1	9	8
Viticulture	4831	4619	2	12	11
Fruits et autres cultures permanentes	16661	16893	8	27	10
Bovins lait	31906	32472	16	57	16
Bovins viande	41961	43628	37	85	10
Bovins mixte	47887	52530	23	76	13
Ovins et caprins	39746	43246	37	74	11
Porcins	19129	18169	5	49	24
Volailles	18098	14631	5	22	7
Granivores mixtes	33383	36222	11	50	11
Polyculture, polyélevage, autres	40588	40144	20	64	19
Total	30413	29891	17	53	15

Source: SSP – Agreste – Rica - Résultats 2015 provisoires et calculs BSPCA

en moyenne, les dispersions sont moindres. Les résultats des éleveurs de bovins viande restent encore en 2015 les plus resserrés, avec comme en 2014 un rapport de 1 à 3 entre le quart inférieur et le quart supérieur en termes de RCAI par Utans.

Hausse des subventions d'exploitation dans l'élevage

2015 est la première année de mise en œuvre de la nouvelle PAC. Cette réforme se traduit notamment par l'introduction d'un paiement vert, la réduction progressive des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (« convergence ») et le rééquilibrage des aides en faveur de l'élevage et du développement rural.

En 2015, 91 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention d'exploitation; elles reçoivent en moyenne 29900 € d'aides, ce qui représente 17 % du produit de l'exercice y compris subventions. En 2015, l'élevage bénéficie d'une hausse du montant moyen d'aides, en lien avec la hausse des montants l'indemnité compensatoire de handicap naturel.

Les subventions d'exploitation ont pour effet de réduire globalement les disparités de résultat: en 2015, 90 % des exploitations totalisent 30 % du RCAI avant subventions, contre 54 % après subventions. Les subventions ont également un impact important sur la proportion des exploitations agricoles dégageant un résultat négatif: 15 % en 2015, alors que cette part est de 54 % avant la prise en compte des subventions.

Les éleveurs sont les exploitants dont le RCAI est le plus impacté par le versement d'aides, notamment les éleveurs de bovins-viande: 85 % d'entre eux ont un RCAI avant subventions négatif, tandis qu'ils ne sont plus que 10 % après comptabilisation des aides.

Une structure de bilan très variable selon les orientations

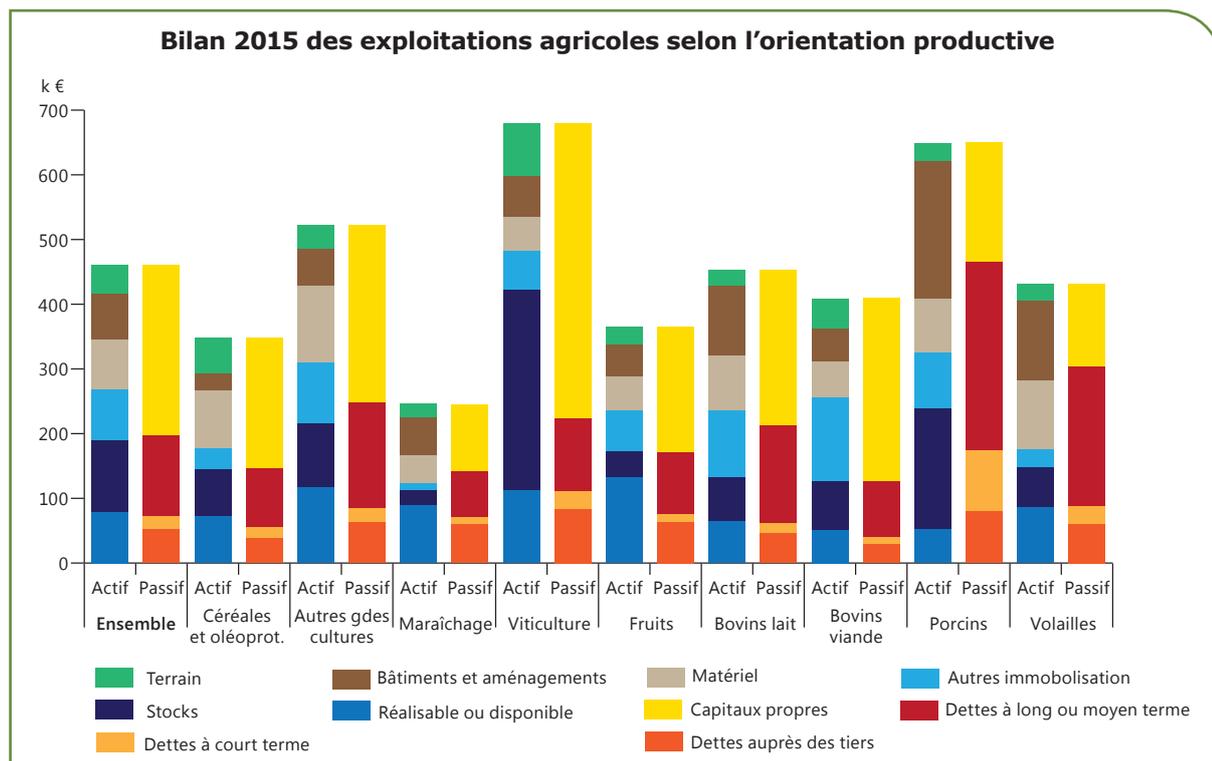
En 2015, l'actif total moyen des exploitations agricoles moyennes et grandes est de 460600 €, en hausse de 2,2 %. Il est composé à 59 % d'immobilisations, et à 41 % d'actifs circulants. Parmi ces derniers, les stocks représentent 110800 €

en moyenne en 2015. Les immobilisations (270800 €) sont principalement constituées de matériel, et de bâtiments et installations (respectivement 29 % et 26 % de l'actif immobilisé). Les immobilisations en matériel sont les seules à régresser en 2015. Les actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres, et 27 % par des emprunts à moyen et long terme.

La structure du passif varie beaucoup selon les orientations productives. Les éleveurs de porcins disposent de relativement peu de capitaux propres et recourent à des emprunts à moyen et long terme pour financer leurs immobilisations. Les viticulteurs, à l'inverse, financent majoritairement par des capitaux propres leur actif, constitué en grande partie de foncier et de vins en cours de vieillissement (stocks).

Les principaux flux financiers se stabilisent en 2015

À 11420 € en moyenne par exploitation, les charges sociales de l'exploitant sont en baisse en 2015 (- 15 %). Cette baisse



concerne toutes les orientations productives, excepté les viticulteurs pour qui les charges sociales se maintiennent à un niveau très proche de celui de 2014. Les baisses de charges sont marquées pour les exploitations spécialisées en COP ainsi qu'en cultures générales (respectivement - 25 % et - 21 %), et également en fort recul pour les élevages de granivores, en particulier de porcins (- 29 %). Les cotisations étant calculées sur les trois années précédentes, leur baisse en 2015

s'explique notamment par le fait qu'elles prennent en compte les résultats de 2012-2014, plus modestes dans l'ensemble que ceux de 2011-2013. Les remboursements d'emprunts à moyen et long terme évoluent peu par rapport à 2014.

Le taux d'endettement à son plus haut, le poids de la dette se stabilise

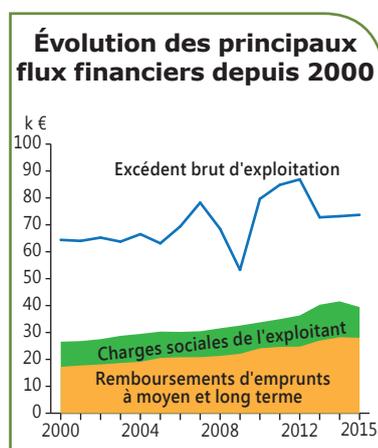
Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes sur le total de l'actif, poursuit sa hausse entamée en 2013 et atteint 43 % en 2015, dépassant le précédent maximum atteint en 2009 (42 %). Le poids de la dette, ratio de l'ensemble des remboursements sur l'EBE s'établit quant à lui à 45 %, en légère baisse.

Le recul du poids de la dette s'observe dans toutes les orientations productives, à l'exception des éleveurs de bovins lait. Ces derniers voient le poids de leur dette augmenter de 12 %, la baisse de leurs remboursements étant moins marquée que celle de leur EBE (- 16 % en moyenne). Les viticulteurs enre-

gistrent un fort recul du poids de leur dette (- 28 %), suivis par les producteurs de cultures générales et les maraîchers (tous deux à - 13 %), ces baisses s'expliquant principalement par la hausse de l'EBE.

Le montant de la dette totale augmente en 2015, atteignant 198 200 € en moyenne par exploitation « moyenne et grande » (+ 2 %). Cette hausse est principalement liée à la hausse de l'endettement moyen des élevages porcins (+ 4 %), dont la dette moyenne atteint 465 800 €. Les éleveurs de volailles ont également un montant moyen de dette élevé (303 000 €), même si celle-ci recule de 4 % en 2015. Ce sont les éleveurs d'ovins-caprins qui ont le niveau moyen de dette le plus faible en 2015, à 115 500 €, en hausse de 2 %.

Annie Delort
Alice Lorge
Cécile Welter-Nicol
SSP - Sous-direction des synthèses statistiques et des revenus



Bilan conjoncturel 2016 : des récoltes de céréales en forte baisse suite aux aléas climatiques, et des signes d'amélioration de la conjoncture depuis l'été pour certains secteurs de l'élevage

Après un hiver 2015-2016 favorable aux cultures d'hiver mais peu propice à la consommation des légumes de saison, le printemps 2016 froid et très pluvieux suivi d'un été chaud et sec, a impacté les productions végétales, de façon très sévère dans le cas des grandes cultures. Les récoltes (grandes cultures, fourrages, fruits, viticulture) ont été réduites tandis que la production des légumes d'été ainsi que leur consommation ont été décalées dans le temps. Le début d'automne plutôt sec et chaud n'a pas permis de combler le déficit de production d'herbe.

En 2016, les rendements des grandes cultures ont été faibles. Pour le blé tendre, il faut remonter aux années 80 pour retrouver des niveaux aussi bas. Malgré la faiblesse des récoltes, les cours des céréales françaises demeurent peu élevés, en raison de l'abondance des disponibilités mondiales. Avec des productions plutôt limitées, voire en baisse pour les fruits et certains légumes, et une demande estivale au rendez-vous, les cours des fruits et des légumes ont plutôt progressé par rapport à 2015. Plusieurs vignobles ont été sévèrement touchés par les accidents climatiques.

Après un début 2016 difficile dans plusieurs secteurs de l'élevage, des signes d'amélioration sont apparus à partir de l'été dans les filières porcines et laitières. La croissance ralentie des productions laitières mondiale et européenne (la production française ayant reculé), conjuguée à une demande chinoise et américaine dynamique, a contribué au redressement des cours à partir de l'été. Sur les neuf premiers mois de 2016, la production dans les autres secteurs de l'élevage a progressé en volume, à l'exception notable des volailles. Les prix à la production ont reculé pour les bovins et les ovins tandis qu'ils se stabilisaient pour les porcins et les volailles. Les cours des bovins ont pâti de l'afflux de vaches laitières de réforme dans les abattoirs,

ainsi que d'exportations perturbées par la FCO. Les cours de l'agneau ont été inférieurs à ceux de 2015, même s'ils se sont redressés à partir de la mi-2016. Au même moment, les prix du porc sont redevenus supérieurs aux cours 2015 grâce à la demande chinoise. À partir de mai 2016, l'évolution du coût de l'aliment relativement au prix à la production a été favorable aux éleveurs. Après la reprise de 2015, le marché français de la volaille a souffert d'abattages en repli, à l'exception de la dinde, d'une baisse des exportations vers les pays tiers et d'une hausse des importations sous l'effet des perturbations engendrées par la grippe aviaire.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, en lien avec le repli des prix de la plupart des consommations intermédiaires, le prix de l'ensemble des intrants achetés par les exploitants a diminué par rapport à 2015. Le recul des prix de l'énergie s'est toutefois atténué sous l'effet de la légère reprise des prix du pétrole au premier semestre. Le coût de l'alimentation animale est orienté à la baisse et répercuté, avec retard et dans des proportions moindres, la baisse des cours des matières premières agricoles utilisées en alimentation animale. En dépit de cette baisse, les éleveurs ont réduit leur consommation d'aliments industriels, privilégiant les fabrications à la ferme dans un contexte de baisse des cours des céréales et des tourteaux de soja, d'un prix du lait insuffisant pour compenser le coût de l'aliment acheté et d'une diminution des cheptels laitier et porcin. Enfin, les livraisons d'engrais pour les récoltes 2016 ont reculé sous l'effet de la baisse des cours des céréales et de la hausse des prix des phosphates et des potasses.

Sous l'effet du recul des prix des grandes cultures et des productions animales, les prix de l'ensemble des produits agricoles se sont repliés sur les neuf premiers mois de l'année (- 0,8 % par rapport à la même période de 2015).

Méthodologie

Les résultats économiques présentés ici pour l'année 2015 sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. Cet échantillon de 6754 exploitations en 2015 couvre les exploitations moyennes et grandes (production brute standard supérieure à 25 000,00 euros) en France métropolitaine. À la date de cette publication, les résultats de l'année 2015, établis sur plus de 93 % de l'échantillon, sont quasiment définitifs.

Le principal indicateur économique commenté ici est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (Utans). Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (sa-

laires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité, nets des éventuelles réductions ou crédits d'impôt, ne sont pas pris en compte.

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces, développée afin de limiter les risques de refus d'apurement, ont entraîné un retard du paiement. Dans ce contexte, seul le montant des aides du premier pilier effectivement dues pour chacune des exploitations du RICA au titre de la campagne 2015 a pu être intégré, les aides du 2e pilier faisant à ce stade l'objet d'estimations. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB.

Pour en savoir plus

- Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation du 13 décembre 2016, en ligne sur le site <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr> rubrique Enquêtes/comptes de l'agriculture